



Parvenir à une plate- forme minimale d'en- seignement pour tous – Questions cruciales pour les stratégies et les options politiques

Introduction

L'Europe est placée devant un défi d'envergure, dans la mesure où elle doit s'adapter à l'expansion progressive de l'économie de la connaissance tout en étant en proie à une accumulation persistante de main-d'œuvre faiblement qualifiée. Définir une plate-forme minimale d'enseignement pour tous est une mesure indispensable mais nullement suffisante. La résistance de notre tissu institutionnel sera testée par notre capacité de mettre en oeuvre des stratégies et des politiques efficaces pour résoudre ce problème; notre allégeance commune à un patrimoine de valeurs et d'engagements sociaux sera également mise à l'épreuve. Cet article vise à dégager certaines des lignes directrices de ces stratégies et politiques. Quatre groupes cibles principaux seront examinés, puis nous analyserons les conséquences possibles pour les priorités générales en matière d'éducation. L'article abordera ensuite l'aspect philosophique et certains principes directeurs d'une nouvelle priorité d'apprentissage et présentera un profil de valeurs européennes incontournables. Le concept directeur d'éducation et formation tout au long de la vie lié à une approche axée sur la notion de la connaissance en tant que facteur d'intégration, ou connaissance "inclusive" sera également examiné. Enfin, l'article traitera du défi d'un nouveau contrat social pour l'Europe: l'équilibre entre droits et obligations et la manière dont l'éducation et la formation pourraient

être dispensées dans une Union européenne basée sur la connaissance et exempte de discrimination.

Identifier les différents groupes cibles

Lorsque l'on aborde les questions entourant les personnes faiblement qualifiées, il est important de bien identifier les divers groupes cibles potentiels.

Chaque groupe présente des besoins spécifiques liés à son histoire et à sa situation. Dès lors, les politiques proposées sont soumises à des pressions croissantes de modification, afin de les adapter aux exigences des divers groupes.

Nous adopterons une typologie de quatre groupes cibles classées en deux larges catégories. Plus la prévention constitue une priorité politique, moins les mesures correctives sont nécessaires. La diversité des besoins exige un cadre politique adapté, comme le montre le tableau 1.

La meilleure formule politique pour chaque situation exige une évaluation minutieuse des conditions environnantes. En fait, la situation est souvent aggravée par les contraintes institutionnelles ou les barrières sociétales, qui exigent des stratégies différentes, adaptées à chacun des contextes spécifiques.



Roberto Carneiro

Centro de Estudos dos Povos e Culturas de Expressão Portuguesa, Universidade católica Portuguesa, Lisbonne

débat

Définir une plate-forme minimale d'enseignement pour tous est une mesure indispensable mais nullement suffisante. La résistance de notre tissu institutionnel sera testée par notre capacité de mettre en oeuvre des stratégies et des politiques efficaces pour résoudre ce problème; notre allégeance commune à un patrimoine de valeurs et d'engagements sociaux sera également mise à l'épreuve.



Une typologie simple des groupes cibles

Tableau 1

Cible	Prévention		Correction	
		Enfants à haut risque	Actifs employés faiblement qualifiés	Échec scolaire
Politiques (exemples)	Éducation de la prime enfance Mesures de discrimination positive	Formation au poste de travail Apprentissage assisté par le faire	Éducation de la deuxième chance Formation professionnelle	Activités de reconversion Programmes de réinsertion professionnelle

“(…) les systèmes européens sont encore confrontés à une sous-classe de 20% à 25% d'apprenants qui sont tout simplement en situation d'échec, soit parce qu'ils sont déscolarisés précoces, soit parce qu'ils sont incapables d'atteindre les niveaux d'éducation prescrits.”

Par exemple, les stratégies axées sur l'école peuvent être affaiblies, voire entravées, par la qualité irrégulière de l'offre, qui accorde une importance particulière aux niveaux de la scolarité de base ou obligatoire. De même, l'incertitude entourant l'investissement des entreprises dans la formation générale, ou la réticence des personnes faiblement qualifiées à participer aux activités de formation, doivent être prises en compte dans la conception de mesures correctives. Dans une optique différente, les risques élevés liés aux transitions – au sein du système scolaire, entre l'école et la vie active ou entre différents emplois – constituent un facteur important déterminant l'efficacité des politiques publiques.

Somme toute, la définition globale du problème – les bas niveaux de qualifications – recèle un ensemble complexe de questions non résolues. La question clé est de savoir si les politiques publiques sont à même de faire face à un vaste éventail de situations et de se départir d'un contexte de normalisation et d'approches uniformisées au niveau national.

Cibler l'éducation sur ce qui est réellement important

Une stratégie éducative visionnaire se doit d'aborder la question complexe de l'éducation de base d'une manière différente.

Les politiques actuelles des pays industrialisés se sont avérées impuissantes à résoudre les difficultés d'intégration que connaissent les segments inférieurs de la société. Les pays européens sont fiers des

vertus de l'éducation de base pour tous; y renoncer serait considéré ni plus ni moins comme une hérésie. Cependant, les systèmes européens sont encore confrontés à une sous-classe de 20% à 25% d'apprenants qui sont tout simplement en situation d'échec, soit parce qu'ils sont déscolarisés précoces, soit parce qu'ils sont incapables d'atteindre les niveaux d'éducation prescrits.

Sans entrer dans le détail des conclusions, les travaux de recherche sur les personnes faiblement qualifiées confirment en général une intuition fondamentale: les priorités politiques destinées à résoudre le problème des individus faiblement qualifiés dans nos économies exigeront inévitablement des mesures visant à réduire l'offre nette de faibles qualifications.

Cette simple conclusion a pour corollaire la pression exercée sur nos politiques éducatives nationales. L'un des principaux efforts à déployer pour résoudre ce problème consiste à investir davantage dans les niveaux supérieurs de la scolarité obligatoire et plaide en faveur d'une augmentation de l'allocation correspondante de ressources nécessaires. C'est sur ce point que se situe un segment critique, où l'offre d'une “éducation appropriée” n'est pas à la hauteur de la demande, ce qui révèle un grave échec du marché et met l'accent sur la nécessité de mettre en oeuvre des politiques publiques rationalisées. De plus, l'investissement dans une éducation de base de qualité s'accompagne de rendements économiques non négligeables, source de prospérité pour un plus grand nombre de citoyens. Finalement, on peut aussi espérer des avantages sociaux significatifs induits par les retombées liées à la réduction des prestations sociales et



à la minimalisation des coûts sociaux qu'elles représentent.

L'amélioration qualitative de la formation de base relèvera les niveaux atteints par le groupe cible et posera les fondations générales nécessaires pour un perfectionnement des compétences tout au long de la vie. De plus, les travaux de recherche effectués révèlent que, si les individus appartenant à des groupes sociaux défavorisés achèvent avec succès une éducation de base, ils manifesteront davantage d'intérêt pour se perfectionner, ce qui augmentera la demande d'enseignement du second cycle du secondaire ou de formation professionnelle de niveau post-obligatoire.

Unicité de l'être humain - multiplicité des développements humains

Parvenir à une plate-forme minimale d'enseignement pour tous place les institutions des pays européens devant un défi d'envergure.

L'envergure de ce défi est encore accentuée par l'héritage séculaire constitué par le "modèle social européen" et le *corpus* de valeurs humanistes qui en constitue les fondements.

L'Europe est le berceau de concepts déterminant précisément la place et le rôle de l'être humain dans la société, qui gravitent invariablement autour des définitions successives de chaque être humain particulier et de sa relation critique à l'environnement. La capacité de s'interroger sur ce sort commun est générative, en ce sens qu'elle induit un état de conscience qui caractérise les sociétés d'un ordre supérieur.

Une plate-forme minimale d'enseignement n'est pas seulement un objectif technique, de même qu'elle ne peut être perçue comme le résultat d'un simple algorithme propre à l'éducation. Elle concerne tous les aspects de la condition humaine et exige que nous mobilisions pleinement tous les aspects de notre humanité commune qui aspirent à l'élévation et à l'accomplissement.

Compte tenu de l'unicité de la condition humaine que recèle l'infinie diversité de l'humanité, nous pourrions évoquer di-

vers types d'hommes – s'opposant ou se complétant – qui illustrent la progression des sociétés et l'émergence concomitante des cultures (Carneiro, 1998):

- *homo faber*, qui s'est distingué dans les cultures d'outils;
- *homo socialis*, qui a développé des cultures de relations de groupes;
- *homo mediaticus*, qui a élargi les cultures de communication et de médiation;
- *homo ludens*, qui a montré une préférence pour les cultures de loisir;
- *homo economicus*, qui s'est concentré sur les cultures d'appropriation et d'accumulation;
- *homo conectus* – le dernier mutant-, expert en cultures de réseaux.

Nous pourrions étendre cette analyse à l'infini. Cependant, la mosaïque finale est faite d'hybrides plutôt que de pures races, dans la mesure où chaque être humain est une somme complexe des différents types que l'on peut collationner dans une telle taxinomie.

La question fondamentale est de savoir si ces développements, pour intéressants qu'ils soient, contribuent au progrès réel de l'*homo sapiens*, l'échelon le plus doté de raison d'une espèce destinée à contempler l'univers et à en dériver des cultures d'interprétation.

Une plate-forme minimale d'enseignement est le seuil – traduit en connaissance et en compréhension fondamentale de l'humanité – qui ouvre la voie à une quête personnelle du sens. Ce seuil englobe certes l'employabilité, mais également la capacité de s'interroger sur le sens de son existence et de tirer toutes les conséquences radicales qui découlent de la prise de conscience, a priori simple, que nul ne vit en vase clos: apprendre à vivre ensemble, apprendre à apprendre ensemble et apprendre à progresser ensemble sont des concepts étroitement liés sur le parcours qui va des valeurs fondamentales de solidarité et de partage à un engagement ferme de liberté et d'excellence.

L'éducation est la voie de l'affirmation de la personne humaine, surtout dans un contexte d'incertitude et de mutation. Une approche globale des besoins en termes de progrès humain nécessite un dépassement du concept linéaire – unidimen-

“Une plate-forme minimale d'enseignement n'est pas seulement un objectif technique, de même qu'elle ne peut être perçue comme le résultat d'un simple algorithme propre à l'éducation. Elle concerne tous les aspects de la condition humaine et exige que nous mobilisions pleinement tous les aspects de notre humanité commune qui aspirent à l'élévation et à l'accomplissement.”



Tableau 2

Développement et apprentissage: 4 + 4 piliers

Les quatre piliers du développement

Individus qualifiés
Institutions de la connaissance
Réseaux de la connaissance
Infrastructures d'information

Les quatre piliers de l'apprentissage

Apprendre à être
Apprendre à connaître
Apprendre à faire
Apprendre à vivre ensemble

sionnel – de perfectionnement des compétences. Il est vrai que, du point de vue économique, la société exige en permanence que l'on favorise le développement professionnel et l'employabilité durable. Mais deux autres catégories de développement méritent des efforts adéquats en termes d'offre d'éducation: le développement personnel et culturel et le développement social et communautaire.

Si les atouts personnels et culturels renforcent le sens et la genèse de la personne humaine, le développement social et communautaire est lié à la quête fondamentale d'une citoyenneté active dans nos sociétés modernes complexes. La formation du capital social, loin d'être négligeable, pose les bases de la cohésion sociale et de la confiance – éléments indispensables des sociétés dynamiques –, offrant ainsi le cadre dans lequel le développement durable devient possible et les communautés qui ont déjà atteint un stade de maturité peuvent continuer de prospérer.

Profil des valeurs européennes

Les considérations ci-dessus ouvrent la voie à diverses préoccupations concernant la préservation de notre patrimoine européen commun.

Si l'on veut préparer les citoyens, actuels ou futurs, à la tâche de participer à la consolidation et au développement de l'Europe, il devient de plus en plus manifeste que les questions liées à l'employabilité sont indissociables du profil de valeurs que nous partageons en tant que communauté.

Pour apprendre à vivre ensemble, nous devons partager une vision et un sentiment d'appartenance. Au cours des siècles,

les Européens ont su affirmer et proposer au monde un ensemble de valeurs qui s'est développé pour devenir ce que le jargon politique a peu à peu défini comme "le monde occidental". Parmi les éléments de cet ensemble de règles, on peut citer notamment:

- les droits de l'homme et la valeur suprême de la dignité humaine;
- la responsabilité personnelle, les libertés fondamentales et les règles de la démocratie;
- la paix et le refus de la violence en tant que moyen;
- le respect d'autrui et l'esprit de solidarité;
- le développement équitable;
- l'égalité des chances;
- les principes de pensée rationnelle;
- l'éthique de l'évidence et de la preuve en tant que base de raisonnement scientifique;
- la protection des écosystèmes.

L'Europe doit lutter pour préserver ces valeurs afin d'être à la hauteur de ses devoirs internationaux historiques et de jouer son rôle en conséquence. Pendant des siècles, l'Europe a été l'une des principales sources de richesses spirituelles de l'humanité. La transition d'une société industrielle à une société basée sur la connaissance implique une multitude de transformations tant dans le paradigme de développement que dans les stratégies d'apprentissage à adopter. Les quatre piliers du développement (Banque mondiale, 1998) et de l'apprentissage moderne (Unesco, 1996) peuvent être esquissés comme le montre le tableau 2.

Apprendre à être apparaît comme une priorité permanente. Ce pilier est lié à la construction durable de l'identité – personnelle ou collective – et à la formation du soi. Le processus apprenant concerné implique un voyage intérieur de toute la vie qui conduit à la maturité et à l'autodétermination.

Apprendre à connaître appartient au domaine du progrès scientifique et de l'innovation technologique. De plus, ce principe procède du besoin urgent de réagir à de nouvelles sources d'information, à la variété du contenu multimédia, aux nouveaux modes d'apprentissage dans une société maillée et à l'importance crois-



sante des travailleurs dotés de connaissances spécialisées. En d'autres termes, ce principe exploite pleinement une approche multisectorielle qui communique le plaisir d'apprendre à tous les stades de la vie.

Apprendre à faire pose les fondements d'une passerelle entre connaissance et compétences, apprentissage et compétences professionnelles, connaissance passive et active, connaissance codifiée et tacite, psychologie et sociologie de l'apprentissage. Cette proposition attire l'attention des praticiens de l'éducation et des décideurs politiques sur la nécessité de pousser plus loin l'expérimentation de modèles alternatifs combinant des périodes d'apprentissage présentiel formel avec l'expérience professionnelle. Apprendre en faisant et faire en apprenant constitue la formule clé pour acquérir les compétences les plus recherchées en matière de résolution de problèmes qui sont indispensables pour relever les défis liés à l'incertitude et à la nature évolutive du travail.

Enfin, apprendre à vivre ensemble constitue un défi extraordinaire. Ce pilier concerne l'établissement de seuils de cohésion, en l'absence desquels les communautés ne sont pas viables et le développement ne peut s'opérer. Il doit déboucher sur la construction de valeurs fondamentales qui permettront au citoyen de vivre au sein d'espaces multiculturels. À terme, il prépare le terrain pour une culture de la paix.

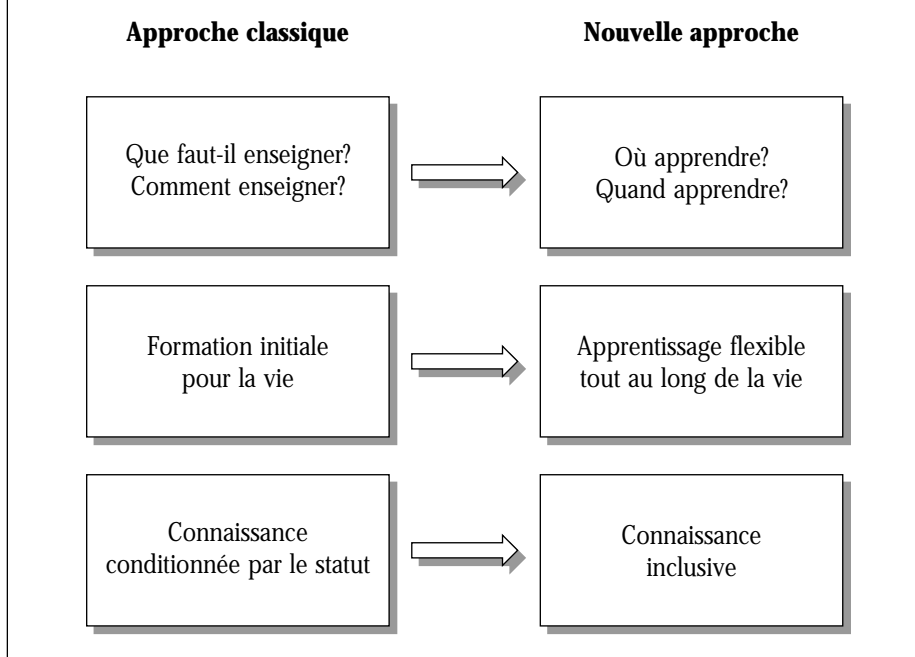
L'éducation permanente et la voie de la connaissance inclusive

Une plate-forme minimale d'enseignement ouverte à tous présuppose un système de connaissance dont l'accès est inclusif. Une telle définition s'oppose à l'approche traditionnelle, qui faisait de l'éducation et de la formation une source de multiples exclusions et comportait des processus sélectifs vis-à-vis de l'activité économique.

La société de l'information porte en elle la potentialité de dépasser ces processus sélectifs typiques de l'organisation industrielle. Mais elle renferme également la potentialité de creuser les disparités basées sur les inégalités de répartition des connaissances dans toute société donnée.

La voie de la connaissance inclusive

Tableau 3



La voie de la connaissance inclusive est pavée de difficultés. Elle doit tirer parti des extraordinaires possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), à la fois pour inverser une tradition de stratification sociale et pour apprendre à lutter efficacement contre des forces qui reproduisent la pauvreté d'une génération à l'autre. Pour mettre en oeuvre une société de la connaissance, nous devons prendre en compte les facteurs qui prédisposent à l'exclusion dans nos communautés: appartenance à une minorité ethnique, vie dans les quartiers défavorisés ou absence de domicile fixe, origine sociale pauvre, familles monoparentales, échec scolaire répété, et tant d'autres carences plus familiales.

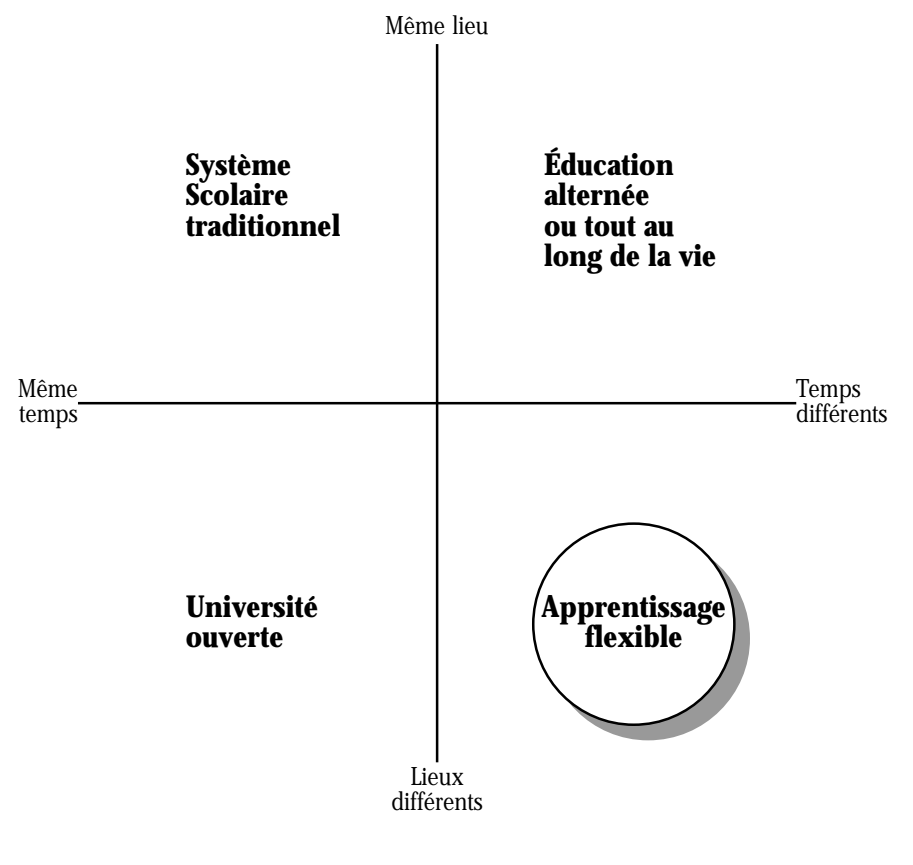
Le contraste entre l'approche classique et une nouvelle approche des stratégies d'apprentissage est présenté au tableau 3.

Une nouvelle stratégie qui s'inspire de la notion de savoir inclusif favorise le développement d'une communauté d'apprenants. Une société dont la force motrice est le désir d'apprendre tout au long de la vie doit concevoir ses politiques en tenant compte de six principes directeurs:

“Une plate-forme minimale d'enseignement ouverte à tous présuppose un système de connaissance dont l'accès est inclusif. Une telle définition s'oppose à l'approche traditionnelle, qui faisait de l'éducation et de la formation une source de multiples exclusions et comportait des processus sélectifs vis-à-vis de l'activité économique.”



Tableau 4 Systèmes traditionnels et flexibles d'offre d'enseignement et de formation



obligatoire pourrait contribuer de manière décisive à passer d'un paradigme d'offre d'enseignement à un paradigme de demande d'apprentissage. Deuxièmement, placer les enseignants et les éducateurs au centre des nouvelles possibilités d'apprentissage pourrait inverser la longue tradition d'inertie qui a cours dans les établissements éducatifs et donner une impulsion nouvelle aux politiques d'éducation et de formation tout au long de la vie. Troisièmement, un système dual combinant les forces des entreprises et des établissements éducatifs pourrait contribuer à minimiser le "déficit de confiance" entre employeurs et centres de formation, ce qui permettrait d'exploiter au maximum les possibilités offertes par les projets de coopération et les programmes de formation mis en place dans les entreprises.

Ces partenariats sociétaux pour l'apprentissage offrent potentiellement de multiples avantages. En fait, la responsabilité de garantir de larges perspectives d'accès à la connaissance et une progression dans l'apprentissage n'incombe plus à un seul segment de la société. L'un des domaines où la coopération s'impose est celui du problème complexe des compétences non formelles et de leur mode d'acquisition. En effet, le capital immatériel de nos économies s'élargit en permanence par suite des multiples voies d'accès aux connaissances, tels que l'apprentissage par le faire, l'accumulation d'expériences, l'acquisition de savoirs tacites, la recherche sur Internet, les pratiques de transmission obliques, l'auto-apprentissage, l'apprentissage par la mobilité, l'apprentissage non formel, etc.

Dans nos environnements très marqués par la concurrence, on ne saurait ignorer les effets de l'apprentissage non formel, de même qu'on ne peut sous-estimer la contribution de ce dernier au développement durable des économies européennes. Découvrir des méthodes novatrices pour reconnaître, mesurer, accréditer et certifier ce type de connaissances et de compétences est une urgence, voire une question de survie. De plus, si nous pensons que notre société duale – qui résulte dans une large mesure d'écart éducatifs considérables entre les générations – mérite un secours d'urgence, cette tâche doit être assumée conjointement par les entreprises, les établissements éducatifs,

“Dans nos environnements très marqués par la concurrence, on ne saurait ignorer les effets de l'apprentissage non formel, de même qu'on ne peut sous-estimer la contribution de ce dernier au développement durable des économies européennes. Découvrir des méthodes novatrices pour reconnaître, mesurer, accréditer et certifier ce type de connaissances et de compétences est une urgence, voire une question de survie.”

- assurer la diversité des parcours d'apprentissage;
- garantir que tous les membres de la communauté aient la possibilité d'apprendre tout au long de la vie;
- encourager la participation de la communauté à la conception et à l'offre d'apprentissage;
- mettre en oeuvre des mesures permettant de remédier au non-apprentissage et à la déqualification;
- ajouter une dimension sociale à la production et à la diffusion des connaissances;
- compenser les inégalités dans la répartition de l'intelligence.

Ces politiques découlent d'une approche totalement différente du système éducatif et du rôle de ses acteurs principaux. Trois illustrations simples permettront de mieux comprendre l'envergure des transformations institutionnelles qui s'imposent. Premièrement, l'introduction d'un droit à l'apprentissage après la scolarité



les associations d'employeurs et les syndicats.

Les mutations qui interviennent dans la société impliquent une modification d'égale envergure des paradigmes d'apprentissage et d'enseignement.

Cette transition entre les modes traditionnels d'offre, dictés par les besoins des marchés statiques, et un contexte de marchés à géométrie variable, libérés du modèle industriel des "poids lourds" qu'étaient les établissements formels, est présentée schématiquement au tableau 4.

Les systèmes d'apprentissage flexibles remplaceront progressivement les modes formels désormais dépassés d'enseignement et de formation basés sur les concepts d'offre en temps ou lieu uniques. Les systèmes flexibles d'accès au savoir exploiteront pleinement les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication et permettront aux apprenants de choisir librement le lieu et le temps le plus appropriés pour exercer leurs activités d'apprentissage permanent (Carneiro, op. cit., 1998).

La transmission de la connaissance n'est plus l'apanage des établissements formels. Platon, il y a de cela vingt-cinq siècles, a eu la prémonition parfaite de l'importance de disposer d'une multiplicité de méthodes de savoir. L'*épisthème* était la méthode de connaissance scientifique, tandis que la *technè* était l'acquisition de connaissances techniques. La *dianoai* englobait quant à elle tous les processus cognitifs concernés. Cependant, la somme des connaissances pratiques acquises grâce à l'expérience occupait une place aussi importante dans la philosophie cognitive de Platon: *métis* était le nom qu'il attribuait à cette base de connaissances, anticipant dans une large mesure les théories complexes qui entourent actuellement les concepts de savoirs tacites et d'intelligence abstraite.

Les politiques en faveur de la formation naturelle de la sagesse par l'expérience auront de plus en plus besoin d'établissements axés sur la *métis*, c'est-à-dire d'établissements qui accordent la priorité à l'acquisition de compétences par la pratique en situation réelle. L'offre d'une expérience solide et plurielle, efficace

dans les conditions les plus extrêmes, demeure limitée. Il est quelque peu tragique que les connaissances académiques soient si souvent marquées par un mépris des constructions sociales tacites qui se transmettent de génération en génération par la simple observation, par le tutorat, par la pratique et par les conseils informels.

Un nouveau contrat social pour l'Europe

L'Europe a toujours associé le développement et la prospérité de la communauté à une forme de contrat social. Les questions cruciales concernant la voie de l'avenir pour l'Europe ou, en d'autres termes, notre modèle social prédominant, ne sont que les variantes d'une même problématique portant sur la base contractuelle de notre société et sur les règles définies pour harmoniser les intérêts légitimes de l'état, de la société et du citoyen¹.

Le contrat social est avant tout un contrat tacite, accepté par toutes les parties concernées. Le contrat social d'après-guerre, qui s'est maintenu avec succès pendant plus de 50 ans, est désormais dans un état avancé de caducité. Cette phase terminale devient apparente dans un certain nombre d'hypothèses, également périmées: stabilité de l'emploi et plein emploi, prestations de l'état-providence, mécanismes de croissance économique illimitée, confiance absolue dans le pouvoir démocratique, séparation stricte entre les pouvoirs constitutionnels.

Il ne fait guère de doute désormais qu'à moins de nouveaux efforts concertés pour produire une forme différente de contrat social, au service de la société complexe de l'information et conçu pour tirer le meilleur parti des enjeux de l'apprentissage, nos sociétés se heurteront à des difficultés croissantes. Dans cette nouvelle approche contractuelle, l'économie continuera de jouer un rôle important; cependant, il s'agit là d'un facteur qui n'est ni unique ni primordial. Les normes permettant aux individus de vivre pleinement leur vie de citoyen, reposant sur un équilibre entre droits et obligations, feront de plus en plus appel à des valeurs telles que la justice, l'équité et la solidarité dans nos ordres tant nationaux qu'internationaux.

“Le contrat social d'après-guerre, qui s'est maintenu avec succès pendant plus de 50 ans, est désormais dans un état avancé de caducité. (...) à moins de nouveaux efforts concertés pour produire une forme différente de contrat social, au service de la société complexe de l'information et conçu pour tirer le meilleur parti des enjeux de l'apprentissage, nos sociétés se heurteront à des difficultés croissantes. Dans cette nouvelle approche contractuelle, l'économie continuera de jouer un rôle important; cependant, il s'agit là d'un facteur qui n'est ni unique ni primordial.”

1) Pour un essai abrégé mais très instructif concernant les traditions de la cité libre et les origines de notre contrat social, voir Skinner, Q., *Liberty before liberalism*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.



Adam Smith, l'un des pères fondateurs de l'économie moderne, exprimait déjà ce nouveau type de contrat social lorsqu'il écrivait: "Les différences fondamentales entre les êtres humains les plus dissemblables ne reposent pas sur la nature mais sur les habitudes, les coutumes et l'éducation". Cette déclaration suggère un nouveau contrat social qui obéit à deux objectifs: d'un côté, faire de l'éducation un droit à part entière, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen et, de l'autre, reconnaître l'apprentissage en tant qu'obligation morale, indépendamment des contraintes qu'un tel précepte pourrait imposer aux individus, aux organisations et aux sociétés dans leur ensemble.

De même, dans ce nouveau contrat social, les stratégies et politiques visant à faire accepter au niveau paneuropéen une plate-forme minimale d'enseignement doivent être perçues dans une perspective totalement différente. La mise en place d'une offre variée fait indubitablement partie intégrante du contrat. Mais la stimulation de la demande semble désormais tout aussi déterminante dans une

nouvelle vision d'obligations sociales et de droits moraux. La dimension européenne de la voie vers l'éducation permanente découle de cette combinaison de droits et d'obligations produite par le ferment de la société apprenante en émergence.

Selon la théorie de la complexité moderne proclamée par les autorités les plus éminentes, il est dans la nature des systèmes complexes de s'auto-organiser (Krugman, 1996). Une autre doctrine qui a cours concernant les systèmes complexes est que l'auto-organisation découle d'un ensemble limité de propriétés émergentes.

La société de l'information tend à s'auto-organiser autour de schémas de cognition. La propriété émergente centrale qui conditionne l'avenir même de ces sociétés diverses est l'acquisition de connaissances. Les gagnants seront sélectionnés parmi les peuples, les sociétés et les systèmes qui prennent pleinement conscience de cet enjeu et qui se développent plus tôt que les autres en sociétés apprenantes et produisent des structures basées sur la connaissance.

Bibliographie

Carneiro R. (1998), "The New Frontiers in Education", UNESCO, *21st century dialogues*, Paris.

International Commission for Education in the 21st Century (1996) "Learning, The Treasure Within", UNESCO, Paris.

Krugman P. R. (1996) "The Self-Organising Economy", Blackwell Publishers, Cambridge, Massachusetts.

World Development Report 1998/99, "Knowledge for Development", Banque mondiale, Oxford University Press, Washington, D.C.